

LES ORGANISATIONS ET PLATEFORMES DE LA SOCIETE CIVILES DE LA RDC
**CDH, ESPOIR ONGD, GANVE, JUSTICIA Asbl, LICOCO,
MDR, MAX IMPACT, POM, RCEN, RND Asbl,
CERN/CENCO, TPRDC.**

Bukavu-Kinshasa-Kolwezi-Lubumbashi, le 13 octobre 2022.

COMMUNIQUE CONJOINT N°001/OSC/RN/10/2022

Le bradage des actifs miniers de lithium de Manono en faveur des sud-coréens de KUM YANG, en violation des lois de la République, malgré les conclusions accablantes de l'Inspection Générale des Finances à charge contre COMINIÈRE, DATHOMIR et ZIJIN inquiète.

Nos organisations et plateformes de la Société Civile congolaises spécialisées sur les questions minières (Justicia Asbl, LICOCO, RND Asbl, POM, MDR, GANVE, CDH, ESPOIR ONG, RCEN, CERN/CENCO, TPRDC, MAX IMPACT), faisant le monitoring sur l'exploitation des ressources naturelles en République Démocratique du Congo, viennent d'apprendre avec grande surprise et déception, parce que grâce à une publication sur le site internet d'une télévision sud-coréenne, la signature d'un accord sur l'exploitation minière du lithium notre pays à Manono par une société coréenne de négoce KUM YANG.

Sous le titre ***'Kum Yang : La première étape dans l'acquisition de minéraux clés pour la 2ème batterie... Signature de l'accord sur l'exploitation minière du lithium.'***, la publication de la reporter Park Nayeon de Paxetv.com (출처: [팍스경제TV\(http://www.paxetv.com\)](http://www.paxetv.com)) écrit :

“ Le 12 octobre, Kumyang a signé un protocole d'accord avec une société locale de développement des ressources pour acquérir le droit de développer et de posséder une mine à Mano, en République Démocratique du Congo, qui contiendrait de grandes quantités de lithium, d'étain et de coltan...

Selon les responsables de Kumyang, la zone signataire de ce protocole d'entente représente environ 36% de la zone de la mine AVZ, et l'exploration géologique initiale a montré que la mine AVZ et la veine minérale de lithium sont connectées, de sorte que les réserves devraient être au même niveau de taux.

Park Soon-hyuk, directeur des relations publiques chez Kumyang, a déclaré: “Nous prévoyons de conclure cet accord dans les 1 à 2 mois suivant la signature de ce protocole d'accord et d'acquérir plus de 60% de la participation minière en dépensant 35 à 40 milliards de wons (la monnaie sud-coréenne) pour les dépenses initiales d'investissement de développement.”

Compte tenu de pareilles opérations dans le secteur de cuivre et cobalt principalement avec l'entrée controversée des chinois CMOC dans Tenke Fungurume Mining (TFM) et Zijin dans Kamao Copper et Kipushi Company à travers Ivanhoe, nos organisations et plateformes sont convaincues que cette opération annoncée avec

parcimonie par l'entreprise sud-coréenne de négoce Kum Yang s'est passée en violation des lois du pays et à l'insu du gouvernement.

Dans tous les cas de figure, cette signature a eu lieu avec une entreprise congolaise privée ou publique prédatrice des actifs miniers du pays à Manono que les institutions de la République ont l'obligation légale d'identifier et surtout de sanctionner en tenant compte des conclusions du Rapport de l'IGF.

Nos organisations et plateformes rappellent qu'à ce jour, des individus et entreprises privées cités dans la Feuille des conclusions de l'enquête de l'Inspection Générale des Finances (IGF) qui est un Service de la Présidence de la République, comme responsable du bradage des actifs de la COMINIÈRE et présumés auteurs des faits infractionnels pénaux, continuent d'opérer et se faire de l'argent sur le dos de la République et de sa population dont nous faisons partie.

Au nom des appels répétés du Chef de l'Etat contre les antivaleurs, la prédation, le bradage, la corruption et la mauvaise gouvernance principalement dans les ressources naturelles, nos organisations et plateformes souhaitent vivement que le Gouvernement de la République informe la population congolaise en détail et de manière transparente sur l'identité de l'entreprise congolaise signataire de l'Accord avec la sud-coréenne Kum Yang dont les actions en bourse ont augmenté de 25% en un jour juste après l'annonce par les médias.

En tant que membres de la Société Civile congolaise, nous souhaitons que la population congolaise soit informée de la vraie valeur des actifs miniers à céder à la firme de négoce Kum Yang au nom de l'accord signé et annoncé hier par le média coréen. Si c'est une entreprise publique qui a signé l'accord pour céder ses parts, la population mérite de connaître le(s) Permis minier(s) concerné(s), son (leur) emplacement(s) par rapport aux Permis miniers d'autres entreprises pour éviter des conflits inutiles et surtout pour ne pas bloquer continuellement le projet Dathcom Mining très attendu par les populations de Manono. Quel est le processus et les critères de sélection de l'entreprise de négoce sud-coréenne qui veut acquérir 60% des parts pour **35 à 40 milliards de wons (USD24.480.673,00 à 27.980.652,00)** seulement, alors qu'après la publication de l'Etude de Faisabilité Finale par Dathcom Mining dont le Permis est lié à celui concerné par l'accord, la valeur des parts a augmenté selon les calculs de l'IGF? **IL Y A BRADAGE.**

Les organisations et plateformes de la Société Civile signataires du présent Communiqué interpellent Son Excellence Monsieur le Président de la République et Chef de l'Etat, les Honorables Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat, le Premier Ministre Chef du Gouvernement, les instances judiciaires, les institutions publiques de contrôle et audit (Cour des comptes et IGF) ainsi que le Secrétariat Technique de l'ITIE afin de suivre de près cet accord et protéger les intérêts du pays et de sa population qui attend toujours le démarrage effectif des opérations d'exploitation par Dathcom Mining à Manono.

DIFUSION IMMEDIATE

Contacts Médias :

- Ernest MPARARO, LICOCO. Tél. 0816049837
- Elie KADIMA, POM. Tél. 0812115834
- Henri MUHIYA, CERN/CENCO. Tél. 0810526141
- Jeef MBIYA, RCEN. Tél. 081169770
- Safanto BULONGO, MAX IMPCAT. Tél. 0998666992